

# RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1<sup>ER</sup> JANVIER AU 30 JUIN 2019

SYSTÈMES CRITIQUES INTELLIGENTS CYBERPROTÉGÉS



CS GROUP  
 SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 24 568 466 euros  
 SIEGE SOCIAL : 54-56, avenue Hoche, 75008 PARIS  
 RCS Paris 692.000.946

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

(Articles L232-7 du Code de Commerce et L451-1-2 III du Code Monétaire et Financier)

**I. Rapport sur l'activité et les résultats du premier semestre 2019**

**Bonne croissance du carnet de commandes  
 Chiffre d'affaires en croissance de +17%  
 Rentabilité pénalisée par des difficultés circonscrites chez Diginext et au Canada  
 Plan *Ambition 2021* : objectifs maintenus**

\*\*\*

Le Conseil d'Administration de CS, réuni le 20 septembre 2019 sous la présidence de M. Yazid Sabeg, a arrêté les comptes consolidés du premier semestre 2019.

**Résultats semestriels 2019** <sup>(1) (2) (3)</sup>

M€	S1 2018	S1 2019
<b>Prises de commandes</b>	<b>73,9</b>	<b>126,7</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>90,2</b>	<b>105,6</b>
<b>Marge opérationnelle en % de CA</b>	<b>6,1 6,8%</b>	<b>5,0 4,8%</b>
Amortissements des actifs incorporels affectés	-	<b>0,2</b>
Autres charges et produits opérationnels	-1,3	<b>-1,8</b>
<b>Résultat Opérationnel</b>	<b>4,8</b>	<b>3,0</b>
Résultat financier	-0,8	<b>-2,6</b>
<b>Résultat Net PdG</b>	<b>2,9</b>	<b>-0,5</b>

(1) Les comptes ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

(2) S1 2019 : intégrant la norme IFRS 16 et l'acquisition de Moltek au 1<sup>er</sup> janvier 2019

(3) Novidy's consolidé à partir de S2 2018

Au cours de ce premier semestre le groupe a enregistré une croissance globale de 19% en France et en Europe (94% des activités du Groupe) ; à périmètre comparable le chiffre d'affaires est quasi stable (-1% versus S1 2018). Les prises de commandes sont en nette progression à 126,7 M€, portant le ratio book-to-bill à 120%. Le carnet de commandes du groupe augmente ainsi à près de 16 mois de chiffre d'affaires.

Compte tenu de difficultés rencontrées sur des projets d'intégration au sein de Diginext et de l'atteinte d'un point bas en 2019 pour les activités canadiennes, la marge opérationnelle s'établit à 5,0 M€, soit 4,8% du chiffre d'affaires. Après amortissement des actifs incorporels affectés (application norme IFRS 3 révisée) et « autres charges & produits opérationnels », le résultat opérationnel ressort à 3,0 M€.

Le résultat financier s'établit à -2,6 M€ contre -0,8 M€ au S1 2018. Le résultat net s'établit à -0,5 M€.

A fin juin 2019, les capitaux propres s'établissent à 67,9 M€, contre 66,4 M€ à fin décembre 2018 après intégration de l'impact de la conversion de la quasi-totalité des obligations convertibles résiduelles en juin 2019.

Au 30 juin 2019, l'endettement économique\* s'est réduit de 4 M€ pour s'établir à 14,7 M€. La trésorerie nette s'élevait à 28,3 M€ contre 23,4 M€ à fin décembre 2018.

### **Effectif**

Au 30 juin 2019, l'effectif est de 2041 collaborateurs, en croissance de 5% par rapport à la fin juin 2018 ; en Europe l'effectif progresse de près de 14% sur cette même période.

### **Performances par activité opérationnelle**

#### **Défense, Espace & Sécurité Publique**

M€	S1 2018*	S1 2019
Prise de commandes	38,3	76,4
Chiffre d'affaires	49,1	52,1
Marge opérationnelle en % de CA	4,8 9,8%	5,3 10,1%

*\*retraités de l'activité cybersécurité*

Le groupe enregistre une belle progression de ses performances sur cette activité. La prise de commande de ce semestre permet d'enregistrer un ratio de book-to-bill de 147% et le carnet au 30 juin 2019 s'établit à près de 25 mois de chiffre d'affaires. La croissance globale de 6% est portée par le déploiement des programmes de lutte anti-drone, de contrôle aérien civil & militaire, et par une dynamique toujours favorable dans le secteur spatial en Europe.

La marge opérationnelle de ces activités progresse à 10,1% du chiffre d'affaires.

#### **Aéronautique, Energie & Industrie**

M€	S1 2018	S1 2019
Prise de commandes	27,5	22,3
Chiffre d'affaires	28,7	27,7
Marge opérationnelle en % de CA	1,8 6,3%	1,4 5,2%

En France, la progression de l'activité et de la rentabilité se poursuivent.

Les activités du groupe au Canada pénalisent les performances globales de cette activité. La mise en place d'un plan d'action de focalisation commerciale et d'ajustement des structures vise à compenser dès 2020 le point bas des activités enregistrées avec Pratt & Whitney.

La rentabilité opérationnelle de l'ensemble de l'activité s'établit à 5,2% du chiffre d'affaires.

\* Tel que défini dans le glossaire de la présentation aux analystes disponible sur le site internet du groupe : [www.c-s.fr](http://www.c-s.fr)

**Produits (Diginext)**

M€	S1 2018	S1 2019
Prise de commandes	7,9	8,7
Chiffre d'affaires	12,0	10,1
Marge opérationnelle en % de CA	0,3 2,3%	-2,9 -29,1%

Malgré une dynamique commerciale favorable, les résultats sont très fortement impactés par des difficultés sur certains projets d'intégration. Un plan de redressement de ces projets est actuellement mené par la Direction des programmes du Groupe. En parallèle, le groupe a initié un projet de fusion de Diginext au sein des activités Défense & Sécurité Publique afin de maximiser les synergies et d'atteindre un retour à la rentabilité dès 2020.

**Cybersécurité**

M€	S1 2018	S1 2019
Prise de commandes	1,8	20,7
Chiffre d'affaires	2,2	16,9
Marge opérationnelle en % de CA	-0,2 -7,5%	1,4 8,0%

*Novidy's consolidé depuis S2 2018*

L'acquisition de Novidy's a permis au groupe d'étendre son portefeuille de clientèle dans le secteur industriel et les services, avec la signature de nouveaux contrats notamment à la CNAV, chez Air Liquide, TMC-TF1 et Cultura. Par ailleurs, les premières synergies se sont concrétisées avec la signature d'affaires chez les clients stratégiques du groupe tels que Airbus, EDF et le CNES, ainsi que le gain d'un projet pour la sécurisation d'un SI d'importance vitale d'un OIV.

La rentabilité opérationnelle de l'activité cybersécurité progresse pour s'établir à 8%.

**II. Perspectives**

Après un premier semestre contrasté, le groupe a engagé des plans d'action pour assurer le redressement des projets d'intégration de Diginext et de ses activités canadiennes. Le groupe poursuit par ailleurs les chantiers structurants initiés en début d'année pour la mise en œuvre de son plan stratégique *Ambition 2021* et maintient ses objectifs d'atteinte d'un chiffre d'affaires de 300 M€ et de 8% de rentabilité à cet horizon.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration du groupe a coopté en tant qu'Administrateurs Monsieur Daniel Verwaerde ancien Administrateur Général Délégué du CEA et Monsieur Cyril Roger, ancien Directeur Général Délégué du groupe Altran, en remplacement des Messieurs Jean-Pascal Tranié et Michel Desbard, nommés censeurs.

### **III. Principaux risques et incertitudes pour le 1<sup>er</sup> semestre 2019**

Les principaux risques et incertitudes sont décrits dans le Rapport de Gestion du Groupe pour l'exercice 2018 (Annexe 1 – Chapitre VIII « Description des principaux risques » aux pages 174 à 179 du rapport annuel 2018 déposé sous forme de Document de Référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 avril 2019) et rappelés dans la note 19 « Gestion des risques de Marché » intégrés aux Notes Annexes aux Comptes Semestriels Consolidés Condensés 2019 du présent rapport.

L'actualisation au 30 juin 2019 des données relatives aux équivalents de trésorerie, aux Passifs financiers et à l'endettement figurent respectivement en notes 9 et 13 de l'Annexe aux comptes semestriels consolidés condensés 2019.

### **IV. Principales transactions entre les parties liées et/ou modifications affectant ces transactions, ayant influé significativement la situation financière au cours du 1er semestre**

Par rapport au 31 décembre 2018, aucune évolution significative suivante n'est à noter.

### **V. Déclaration de la personne assumant la responsabilité du rapport financier semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Eric BLANC-GARIN, Directeur Général de CS Group

## VI. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société CS GROUP, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.2 « IFRS 16 » des notes annexes aux comptes semestriels consolidés condensés qui expose les changements de méthodes comptables relatifs à l'application obligatoire à compter du 1er janvier 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

### **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris - La Défense, le 26 septembre 2019

Les commissaires aux comptes

MAZARS

Anne Laure ROUSSELOU

DELOITTE & ASSOCIES

Alain GUINOT

## **VII. Comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2019**

### **Note préliminaire :**

*Conformément à IFRS 3 révisée, le bilan consolidé au 31/12/2018 présenté en comparatif au bilan du 30/06/2019 est retraité de l'impact de l'affectation définitive du goodwill constaté lors de l'acquisition Novidy's à fin juin 2018 :*

*Les impacts sur le bilan au 31/12/2018 de l'allocation définitive du prix d'acquisition de Novidy's sont présentés en Note 4 de la présente annexe aux comptes consolidés condensés au 30/06/2019.*

*Au 1er janvier 2019, CS Group a appliqué la nouvelle norme IFRS 16 conformément à la réglementation en vigueur :*

*Pour une information détaillée sur les impacts IFRS 16, se reporter à la note 1.2 de la présente annexe aux états financiers semestriels 2019.*

**Etat de la situation financière consolidée au 30 juin 2019**

<b>Actif</b> (en milliers d'euros)	<b>Note</b>	<b>30/06/19</b>	<b>01/01/2019</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>30/06/18</b>
Goodwill	4	58 544	57 609	57 609	70 273
Immobilisations incorporelles	4	26 766	26 327	26 327	11 531
Droits d'utilisation liés aux contrats de location	1.2	20 050	21 725		
Immobilisations corporelles		5 170	5 187	5 187	4 592
Titres mis en équivalence	5	57	57	57	57
Actifs financiers non courants	6	37 832	44 882	44 882	36 748
Impôts différés	7	1 465	1 348	1 348	1 360
<b>Actif non courant</b>		<b>149 884</b>	<b>157 135</b>	<b>135 410</b>	<b>124 561</b>
Stocks et en-cours		1 887	1 732	1 732	1 778
Actifs sur contrats	8	74 157	60 304	60 304	60 909
Clients et autres débiteurs	8	44 208	59 650	59 754	57 591
Créances financières courantes	6	15 673	12 392	12 392	14 815
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	37 851	35 546	35 546	28 160
<b>Actif courant</b>		<b>173 776</b>	<b>169 624</b>	<b>169 728</b>	<b>163 253</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>323 660</b>	<b>326 759</b>	<b>305 138</b>	<b>287 814</b>

<b>Passif</b> (en milliers d'euros)	<b>Note</b>	<b>30/06/19</b>	<b>01/01/2019</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>30/06/18</b>
Capital social		24 544	23 476	23 476	21 527
Primes liées au capital		74 877	72 113	72 113	64 005
Actions propres		(545)	(686)	(686)	(510)
Réserves consolidées		(31 010)	(28 576)	(28 576)	(32 703)
<b>Capitaux propres du Groupe</b>	10	<b>67 866</b>	<b>66 327</b>	<b>66 327</b>	<b>52 319</b>
Intérêts minoritaires		(8)			(258)
<b>Capitaux propres</b>		<b>67 858</b>	<b>66 557</b>	<b>66 557</b>	<b>52 061</b>
Provisions non courantes	11	3 908	4 639	4 639	4 753
Avantages du personnel	12	11 103	9 944	9 944	10 201
Emprunts et passifs financiers	13	44 412	46 993	46 993	50 636
Dette sur obligation locative non courante	1.2	15 986	17 648		
Passifs d'impôts différés	14				
Autres passifs non courants					
<b>Passif non courant</b>		<b>75 409</b>	<b>79 224</b>	<b>61 576</b>	<b>65 590</b>
Provisions courantes	11	1 178	1 879	1 879	1 271
Concours bancaires courants	13	9 507	12 170	12 170	12 029
Autres emprunts et passifs financiers	13	46 218	40 315	40 315	36 154
Dette sur obligation locative courante	1.2	4 156	3 973		
Passifs sur contrats	14	36 901	37 223	37 223	37 217
Fournisseurs et autres créditeurs	14	82 433	85 648	85 648	83 492
<b>Passif courant</b>		<b>180 393</b>	<b>181 208</b>	<b>177 235</b>	<b>170 163</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>323 660</b>	<b>326 759</b>	<b>305 138</b>	<b>287 814</b>

Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en appliquant la norme IFRS 16 (utilisation de la méthode rétrospective modifiée sans retraitement de l'exercice précédent).



**Compte de résultat consolidé**

(en milliers d'euros)	Note	30/06/19	31/12/2018	30/06/18
Chiffre d'affaires		105 599	201 467	90 163
Autres produits de l'activité		82	192	45
<b>Produits des activités ordinaires</b>		<b>105 681</b>	<b>201 659</b>	<b>90 208</b>
Achats et charges externes		(34 624)	(74 463)	(29 543)
Impôts, taxes et versements assimilés		(1 167)	(2 362)	(1 375)
Charges de personnel		(61 411)	(105 204)	(51 800)
Autres charges d'exploitation		(454)	(953)	(379)
Amortissements	15	(1 952)	(3 223)	(1 583)
Provisions	15	1 081	(111)	608
Amortissements des droits d'utilisation liés aux contrats de location	1.2	(2 119)		
<b>Marge opérationnelle</b>		<b>5 035</b>	<b>15 343</b>	<b>6 136</b>
Amortissements des actifs incorporels affectés		(230)		
Autres produits opérationnels				
Autres charges opérationnelles	17	861	1 129	760
	17	(2 657)	(3 917)	(2 057)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>3 009</b>	<b>12 555</b>	<b>4 839</b>
Intérêts financiers relatifs aux contrats de location	1.2	(388)		
Résultat financier	16	(2 245)	(2 537)	(837)
<b>Résultat avant impôts des activités poursuivies</b>		<b>376</b>	<b>10 018</b>	<b>4 002</b>
Impôts sur le résultat	18	(906)	(2 591)	(1 074)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	5		0	
<b>Résultat généré par les activités poursuivies</b>		<b>(530)</b>	<b>7 427</b>	<b>2 928</b>
Résultat net des activités non poursuivies				
<b>Résultat net</b>		<b>(530)</b>	<b>7 427</b>	<b>2 928</b>
<i>Dont intérêts minoritaires</i>		(6)		3
<i>Dont part du Groupe</i>		<b>(524)</b>	<b>7 427</b>	<b>2 925</b>
Résultat du Groupe par action :				
Résultat net		(0,03)	0,32	0,14
Résultat net dilué		(0,03)	0,30	0,13
Résultat net des activités poursuivies		(0,03)	0,32	0,14
Résultat net dilué des activités poursuivies		(0,03)	0,30	0,13

**Etat du résultat global consolidé :**

(en milliers d'euros)	30/06/19	31/12/2018	30/06/18
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>(530)</b>	<b>7 427</b>	<b>2 928</b>
Ecart de change sur conversion des activités à l'étranger	17	12	(29)
Financement investissement net dans filiale étrangère	43	(116)	(47)
<i>Sous-total des éléments recyclable en résultat</i>	<i>60</i>	<i>(104)</i>	<i>(76)</i>
Changements d'hypothèses actuarielles, non recyclables en résultat	(966)	205	24
<b>Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres</b>	<b>(906)</b>	<b>101</b>	<b>(52)</b>
<b>Résultat net global</b>	<b>(1 436)</b>	<b>7 528</b>	<b>2 876</b>
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>(1 430)</i>	<i>7 528</i>	<i>2 879</i>
<i>Dont part des minoritaires</i>	<i>(6)</i>		<i>(3)</i>

Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en appliquant la norme IFRS 16 (utilisation de la méthode rétrospective modifiée sans retraitement de l'exercice précédent).

**Tableau de flux de trésorerie**

(en milliers d'euros)		30/06/19	31/12/2018	30/06/18
Résultat net consolidé		(530)	7 427	2 928
Résultat net des activités abandonnées (neutralisé)				
<b>Résultat net consolidé des activités poursuivies</b>		<b>(530)</b>	<b>7 427</b>	<b>2 928</b>
Quote-part résultat mises en équivalence				
Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :				
<i>Amortissement et provisions</i>		3 100	3 311	431
<i>Produits non cash</i>		262	448	193
<i>Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés</i>		5	(306)	18
<i>Variations des impôts différés actifs</i>		(52)	255	255
<i>Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur</i>				
Coût de l'endettement financier net		2 048	2 788	1 071
Charge d'impôt de l'exercice		906	2 591	1 074
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt versé</b>	<b>A</b>	<b>5 739</b>	<b>16 514</b>	<b>5 970</b>
Impôt versé	B	(906)	(2 400)	(1 322)
Variation du BFR lié aux activités poursuivies	C	(3 553)	(8 404)	(8 973)
Variation de la créance Crédit Impôt Recherche et CICE de la période	C'	3 811	(4 180)	3 314
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>	<b>E=A+B+C+C'+</b>	<b>5 091</b>	<b>1 530</b>	<b>(1 011)</b>
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(2 625)	(5 624)	(2 079)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles			7	7
Décassements liés aux acquisitions d'actifs financiers		(35)	(337)	(145)
Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers		6	1 032	16
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>F</b>	<b>(2 654)</b>	<b>(4 922)</b>	<b>(2 201)</b>
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		16 102	42 458	41 247
Remboursements d'emprunts (y compris location financement)		(8 651)	(10 444)	(8 396)
Achats/ventes d'actions d'autocontrôle		117	(150)	63
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère				
Augmentation de capital CS			10 272	
Remboursement de la dette de location		(2 309)		
Coût endettement financier net versé		(2 048)	(2 789)	(1 071)
Autres produits et charges financières				
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>G</b>	<b>3 211</b>	<b>39 347</b>	<b>31 843</b>
Incidence des variations du cours des monnaies étrangères	H	86	(168)	(90)
Incidence des variations de périmètre (Entrée Moltek 1 <sup>er</sup> janvier 2019)	I	(766)	(24 016)	(24 015)
<b>Variation nette de trésorerie</b>	<b>J=E+F+G+H+I</b>	<b>4 968</b>	<b>11 771</b>	<b>4 526</b>
Trésorerie en début de période	J	23 376	11 605	11 605
<b>Trésorerie en fin de période (note 9)</b>	<b>K</b>	<b>28 344</b>	<b>23 376</b>	<b>16 131</b>

Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en appliquant la norme IFRS 16 (utilisation de la méthode rétrospective modifiée sans retraitement de l'exercice précédent).

## Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Nombre de titres	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Total part du Groupe	Part des Minoritaires	Capitaux propres consolidés
<b>Situation au 31/12/2017</b>	<b>19 586 447</b>	<b>19 586</b>	<b>51 691</b>	<b>(35 267)</b>	<b>(345)</b>	<b>(543)</b>	<b>35 122</b>	<b>(255)</b>	<b>34 867</b>
Résultat de la période				2 925			2 925	3	2 928
Gains et pertes reconnus directement en capitaux propres				(7)	(39)		(46)	(6)	(52)
<b>Résultat net, gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>				<b>2 918</b>	<b>(39)</b>		<b>2 879</b>	<b>(3)</b>	<b>2 876</b>
<b>Affectation du résultat n-1 dans la prime d'émission</b>									
Augmentation de capital de la société mère	1 939 931	1 940	12 313				14 253		14 253
Variation des titres d'autocontrôle				95		(32)	63		63
Distribution de dividendes									
Variation de périmètre									
Actions gratuites									
Autres									
Conversion OCA Période	400	1	1				2		2
<b>Situation au 30/06/2018</b>	<b>21 526 778</b>	<b>21 527</b>	<b>64 005</b>	<b>(32 254)</b>	<b>(384)</b>	<b>(575)</b>	<b>52 319</b>	<b>(258)</b>	<b>52 061</b>
Résultat de la période				4 502			4 502	(3)	4 499
Gains et pertes reconnus directement en capitaux propres				(223)	115		(108)	261	153
<b>Résultat net, gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>				<b>4 279</b>	<b>115</b>		<b>4 394</b>	<b>258</b>	<b>4 652</b>
<b>Affectation du résultat n-1 dans la prime d'émission</b>									
Augmentation de capital de la société mère	1 949 152	1 949	8 108				10 057		10 057
Variation des titres d'autocontrôle				(89)		(124)	(213)		(213)
Distribution de dividendes									
Variation de périmètre									
Actions gratuites									
Autres									
Conversion OCA Période	100								
<b>Situation au 31/12/2018</b>	<b>23 476 030</b>	<b>23 476</b>	<b>72 113</b>	<b>(28 064)</b>	<b>(269)</b>	<b>(699)</b>	<b>66 557</b>		<b>66 557</b>
<b>Impact de la norme IFRS 3</b>				(230)			(230)	-	(230)
<b>PPA dépréciation</b>									
<b>Impact IFRS 16</b>									
<b>Situation au 01/01/2019</b>	<b>23 476 030</b>	<b>23 476</b>	<b>72 113</b>	<b>(28 294)</b>	<b>(269)</b>	<b>(699)</b>	<b>66 327</b>		<b>66 327</b>
Résultat de la période				(524)			(524)	(6)	(530)
Gains et pertes reconnus directement en capitaux propres				(924)	19		(905)	(2)	(907)
<b>Résultat net, gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>				<b>(1 448)</b>	<b>19</b>		<b>(1 429)</b>	<b>(8)</b>	<b>(1 437)</b>
<b>Affectation du résultat n-1 dans la prime d'émission</b>									
Augmentation de capital de la société mère									
Variation des titres d'autocontrôle				(24)		141	117		117
Distribution de dividendes									
Variation de périmètre				(981)			(981)		(981)
Actions gratuites									
Conversion OCA Période	1 068 444	1 068	2 764				3 832		3 832
<b>Situation au 30/06/2019</b>	<b>24 544 474</b>	<b>24 544</b>	<b>74 877</b>	<b>(30 747)</b>	<b>(250)</b>	<b>(558)</b>	<b>67 866</b>	<b>(8)</b>	<b>67 858</b>

## Notes aux comptes consolidés au 30 juin 2019

### Préambule

CS Group est maître d'œuvre pour la conception, l'intégration et l'exploitation de systèmes critiques cyberprotégés ; il intervient sur l'ensemble de la chaîne de valeur de ses clients.

CS Group, société mère du Groupe est une société anonyme de droit français dont le siège social est à Paris, 54-56, avenue Hoche. CS Group est cotée à Paris sur le marché Eurolist d'Euronext (code ISIN FR0007317813).

Les états financiers consolidés au 30 juin 2019 de la société CS Group ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation par le Conseil d'Administration du 20 septembre 2019.

### Faits marquants

*Dans le cadre du plan ambition 2021, CS Group a acquis le 28 février 2019 la société Moltek Consultants Ltd. Moltek est spécialisée dans l'industrie spatiale, de la défense et du trafic aérien principalement en Allemagne et au Pays-Bas. En 2018 Moltek a réalisé un CA de 3,5 M€. L'activité spatiale représente aujourd'hui 20% du CA de CS Group, Moltek vient ainsi renforcer la position de CS Group dans ce domaine.*

L'Assemblée Générale des actionnaires du 14 juin dernier a voté, sur proposition du Conseil d'Administration, le changement de dénomination sociale de CS Communication & Systèmes, société mère du groupe consolidé, en **CS Group**.

Dans son rapport financier annuel 2018, le groupe a indiqué que suite à des difficultés sur un projet, il avait reçu d'un client une mise en demeure de rétablir la situation et de se conformer à ses obligations contractuelles. Malgré l'existence de divergences d'interprétation sur certaines exigences techniques du contrat, le groupe a soumis en septembre 2019 un plan d'action visant à satisfaire les exigences telles que le client les interprète. Ce plan d'action est en cours d'analyse par le client. Les coûts financiers à terminaison qui correspondent au plan d'action proposé en septembre 2019 ont été pris en compte dans les comptes semestriels à fin juin 2019.

## Note 1 - PRINCIPES COMPTABLES

### 1.1 Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés semestriels condensés ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information Financière Intermédiaire ».

S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels de CS Group pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les comptes consolidés au 30 juin 2019 de CS Group sont établis en conformité avec les normes et interprétations comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne à la date d'arrêté. Ces normes comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations.

Les principes comptables appliqués pour les comptes consolidés au 30 juin 2019 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018, telles que détaillés dans le document de référence au 31 décembre 2018 (note 1 « principe comptable » de l'annexe aux

comptes consolidés) à l'exception de ceux relatifs à la norme IFRS 16 sur les contrats de location. Les impacts résultant de la première application de la norme IFRS 16 sont décrits au paragraphe 1.2.

L'interprétation IFRIC 23 (incertitude relative aux traitements fiscaux) qui clarifie les règles de comptabilisation et d'évaluation des incertitudes liées à l'impôt sur les bénéfices, n'a pas d'impact sur l'évaluation des impôts courants et différés du Groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les amendements à IAS 28 (intérêts à long terme dans des entreprises associés et des coentreprises) et les amendements à IAS 19 (modification, réduction ou liquidation de régime) ainsi que les améliorations annuelles des normes IFRS (cycle 2015-201), d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2019, n'ont pas d'incidence sur les comptes du Groupe.

Les nouvelles normes et interprétations publiées par l'IASB, mais non encore obligatoirement applicables, sont décrites dans la note 1 « principe comptable » de l'annexe aux états financiers consolidés 2018.

## 1.2 IFRS 16

La norme IFRS 16 « contrats de location » est d'application obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et remplace la norme IAS 17 « contrats de locations et les interprétations associées ».

CS Group a appliqué au 1<sup>er</sup> janvier 2019 la norme IFRS 16 « Contrats de location » selon la méthode dite « rétrospective modifiée » sans retraitement des comptes comparatifs de 2018 inclus dans les états financiers 2019.

Cette norme traite tous les contrats de location suivant un modèle unique consistant à enregistrer au passif, l'obligation locative (somme des paiements futurs actualisés), et à l'actif, un droit d'utilisation. Le droit d'utilisation est amorti sur la durée des contrats de location.

Les contrats conclus par CS Group entrant dans le champ d'application de cette norme concernent principalement les locations immobilières : le groupe est locataire de ses bureaux dans la plupart des villes où il opère.

La durée de location est définie contrat par contrat et correspond à la période ferme de l'engagement en tenant compte des périodes optionnelles qui seront raisonnablement certaines d'être exercées.

La méthode de transition retenue consiste à comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale comme un ajustement sur le bilan d'ouverture 2019 en considérant que l'actif au titre du droit d'utilisation est égal au montant de la dette sur obligations locatives, ajusté du montant des loyers payés d'avance et des avantages reçus des bailleurs.

Les loyers des contrats correspondant à des actifs de faible valeur unitaire (seuil défini à 5 000 dollars US) ou à une location de courte durée (inférieure à 12 mois) ont été comptabilisés directement en charges. Par ailleurs, les mesures de simplification suivantes ont été appliquées à la transition :

- les contrats avec une durée résiduelle inférieure à 12 mois à compter du 1er janvier 2018 ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'un actif et d'une dette ;
- le taux d'actualisation moyen (hors Canada) utilisé pour évaluer la dette de loyer au premier semestre 2019 est le taux d'endettement marginal du Groupe. Le groupe a utilisé des taux d'actualisation reflétant la maturité des contrats de location.

La dette locative est une dette opérationnelle courante ou non courante exclue du calcul de l'endettement financier net de CS Group. Les dotations aux amortissements de l'actif au titre des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location sont incluses dans la marge opérationnelle et dans

le résultat opérationnel. L'effet de désactualisation de la dette locative (charges d'intérêts sur obligations locatives) est inclus dans les autres charges financières. Les sorties de trésorerie se rapportant au principal de la dette locative, ainsi qu'à la charge d'intérêts sur obligations locatives, présentées en flux de trésorerie liés aux activités de financement du tableau des flux de trésorerie condensés, impactent les flux nets de trésorerie opérationnels.

L'incidence de la norme IFRS 16 sur les états financiers du premier semestre 2019 est présentée ci-après :

### Impact sur le bilan consolidé

En milliers d'euros	01/01/2019	Augmentation	Diminution	30/06/2019
Droits d'utilisation liés aux contrats de location (valeur brute)	21 725	444		22 169
Droits d'utilisation liés aux contrats de location (amortissements)		(2 119)		(2 119)
Droits d'utilisation liés aux contrats de location (net)	21 725	(1 675)		20 050
Actif non courant	21 725			20 050
Client et autres débiteurs	(104)		(2)	(106)
Actif courant				(106)
<b>Total de l'actif</b>	<b>21 621</b>	<b>(1 675)</b>	<b>(2)</b>	<b>19 944</b>
Capitaux propres				(198)
Dettes obligations locatives non courantes	17 648	432	(2 094)	15 986
Passif non courant	17 648			15 986
Dettes obligations locatives courantes	3 973	183		4 156
Passif courant	3 973			4 156
<b>Total du passif</b>	<b>21 621</b>	<b>615</b>	<b>(2 094)</b>	<b>19 944</b>

### Impact sur le compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	1 <sup>er</sup> semestre 2019
Retraitement de la charge de loyers	2 309
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(2 119)
<b>MOP</b>	<b>190</b>
Intérêts financiers sur obligations locatives	(388)
<b>Résultat net</b>	<b>(198)</b>

### Impact sur le tableau de flux consolidé

En milliers d'euros	1 <sup>er</sup> semestre 2019
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	2 309
Remboursement de la dette de location	(2 309)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	(2 309)
Variation de trésorerie	0

### Réconciliation de la dette de location avec les engagements hors bilan au 1er janvier 2019

Le rapprochement de la dette de location déterminée au 1<sup>er</sup> janvier 2019 selon les principes IFRS 16 avec les engagements hors bilan publiés dans les comptes consolidés au 31/12/2018 s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	1 <sup>er</sup> semestre 2019
Engagements de location immobilière publiés à fin 2018	22 271
Ajustements des engagements hors bilan suite	
Autres engagements de location	
Effet de l'actualisation	(650)
<b>Dette de location au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>21 621</b>

### 1.3 Saisonnalité

Les chiffres d'affaires et les résultats opérationnels intermédiaires sont caractérisés par une saisonnalité d'amplitude variable selon les années liée à un haut niveau d'activité du dernier mois de l'année.

### Note 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Nom	Siège	Siren / Pays	% d'intérêt 2019	% d'intérêt 2018	Méthode de consolidation
- CS Group	Paris	692 000 946	Société mère	Société mère	Société mère
- CS Systèmes d'Information (CSSI)	Le Plessis Robinson	393 135 298	100,00	100,00	Globale
- CS Canada SA	Montréal	Canada	100,00	100,00	Globale
- Diginext	Aix-En-Provence	408 225 845	100,00	100,00	Globale
- CS Romania SA	Craiova	Roumanie	100,00	100,00	Globale
- CS Communication & Systèmes Emirates LLC	Abu Dhabi	E A U	49,00	49,00	Globale
- CenProCS Airliance	Stuttgart	Allemagne	33,33	33,33	Equivalence
- CS Germany GmbH	Darmstadt	Allemagne	100,00	100,00	Globale
- CS India	Bangalore	Inde	100,00	100,00	Globale
- Signoval	Tunis	Tunisie	65,00	65,00	Globale
- CS Communication & Systems Inc.	Hartford	Etats-Unis	100,00	100,00	Globale
- Novidy's	Vélizy-Villacoublay	511 055 006	100,00	100,00	Globale
- Feducia	Vélizy-Villacoublay	510 936 743	100,00	100,00	Globale
- Cedys	Vélizy-Villacoublay	752 194 571		100,00	Globale
- Axailan	Saintes	481 585 479		100,00	Globale
- Moltek Consultants Ltd	Tonbridge	Angleterre	100,00		Globale

Conformément aux principes du contrôle effectif décrits en note 1.2 aux comptes consolidés du document de référence au 31 décembre 2018, CS Communication & Systèmes Emirates LLC est intégrée globalement.

#### Variation du périmètre en 2019

**Entrées** : Entrée au 1<sup>er</sup> janvier 2019 de la société la société Moltek Consultants Ltd., filiale à 100% de CS Germany. Moltek est spécialisée dans l'industrie spatiale, de la défense et du trafic aérien principalement en Allemagne et au Pays-Bas.

**Sorties** : Transmission universelle de patrimoine au 1<sup>er</sup> janvier 2019 des sociétés Cedys et Axailan dans Novidy's.

#### Variation du périmètre en 2018

**Entrées** : Acquisition le 26 juin 2018 de la société Novidy's et de ses 3 filiales à 100% Cedy's, Feducia et Axailan.

**Sorties** : Néant.

### Note 3 - INFORMATIONS SECTORIELLES

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe pour laquelle des informations sont disponibles en interne. Les informations présentées sont donc fondées sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. Les informations publiées

issues du reporting interne sont établies en conformité avec le référentiel IFRS. Le résultat sectoriel de référence est la marge opérationnelle.

Les activités du Groupe sont regroupées en quatre domaines principaux :

- Défense, Espace et Sécurité : Ce secteur fédère les compétences du Groupe en systèmes d'information et de communication pour le déploiement des systèmes critiques de défense et de sécurité (contrôle aérien, centres de commandement, liaisons tactiques, soutien logistique, renseignement, ...) et Espace (centre de contrôle et de mission, mécanique spatiale,...).
- Aéronautique, Energie & Industrie : Dans la chaîne de valeur aéronautique, le Groupe CS conduit des projets complexes tels que le développement, l'intégration et le maintien des systèmes embarqués temps réel critiques et des systèmes d'information techniques. Dans le secteur de l'énergie et de l'industrie, le Groupe est un partenaire de confiance dans les domaines de la simulation, du calcul haute performance, de la sûreté, de la gestion des risques nucléaires et de l'informatique industrielle.
- Produits : Ce domaine regroupe les produits logiciels et matériels, en particulier dans le domaine des liaisons de données tactiques, de la réalité virtuelle.
- Cybersécurité : ce secteur regroupe les activités des entités acquises en juin 2018 du groupe Novidy's et l'activité du département cybersécurité de CS Systèmes d'Information (ex-UGT Défense).

30 juin 2019 (En milliers d'euros)	Défense, Espace et Sécurité	Aéronautique, Energie, Industrie	Produits	Cyber	Autres et élimination	Total
Carnet de commandes	208 400	32 900	23 600	21 500	(600)	285 800
Prises de commandes	76 378	22 301	8 679	20 739	(1 441)	126 656
Chiffre d'affaires	52 139	27 693	10 069	16 951	(1 253)	105 599
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>5 261</b>	<b>1 438</b>	<b>(2 927)</b>	<b>1 358</b>	<b>95</b>	<b>5 035</b>
Autres charges et produits opérationnels						(2 026)
Résultat financier						(2 633)
Impôts et mises en équivalence						(906)
<b>Résultat des activités poursuivies</b>						<b>(530)</b>
<b>Résultat net</b>						<b>(530)</b>
<b>Goodwill</b>	<b>8 949</b>	<b>23 352</b>	<b>3 318</b>	<b>22 925</b>		<b>58 544</b>
<b>Besoin en Fonds de roulement (courant)</b>	<b>10 069</b>	<b>(3 959)</b>	<b>(786)</b>	<b>311</b>	<b>(4 717)</b>	<b>918</b>

Au 31 décembre 2018 (en milliers d'euros)	Défense, Espace et Sécurité	Aéronautique, Energie, Industrie	Produits	Cyber	Autres et éliminations	Total
Carnet de commandes	180 559	37 758	25 847	17 746	(1 407)	260 503
Prises de commandes	137 471	55 681	27 740	25 963	(2 551)	244 304
Chiffre d'affaires *	98 324	56 394	25 902	23 982	(3 136)	201 467
<b>Marge opérationnelle *</b>	<b>9 852</b>	<b>3 727</b>	<b>1 865</b>	<b>1 335</b>	<b>(1 434)</b>	<b>15 343</b>
Autres charges et produits opérationnels						(2 788)
Résultat financier						(2 537)
Impôts et mises en équivalence						(2 591)
<b>Résultat des activités poursuivies</b>						<b>7 427</b>
<b>Résultat net</b>						<b>7 427</b>
<b>Goodwill*</b>	<b>8 014</b>	<b>23 352</b>	<b>3 318</b>	<b>35 619</b>		<b>70 303</b>
<b>Besoin en Fonds de roulement (courant)</b>	<b>10 946</b>	<b>(8 288)</b>	<b>1 915</b>	<b>(800)</b>	<b>(4 854)</b>	<b>(1 081)</b>



30 juin 2018 (En milliers d'euros)	Défense, Espace et Sécurité	Aéronautique, Energie, Industrie	Produits	Entrée Novidy's	Autres et éliminations	Total
Carnet de commandes	133 314	36 212	20 370		(1 087)	188 809
Prises de commandes	40 130	27 474	7 930		(1 594)	73 940
Chiffre d'affaires	51 218	28 714	11 957		(1 725)	90 163
<b>Marge opérationnelle</b>	4 626	1 756	274		(520)	6 136
Autres charges et produits opérationnels						(1 297)
Résultat financier						(837)
Impôts et mises en équivalence						(1 074)
<b>Résultat des activités poursuivies</b>						<b>2 928</b>
<b>Résultat net</b>						<b>2 928</b>
<b>Goodwill*</b>	<b>8 014</b>	<b>23 352</b>	<b>3 318</b>	<b>35 589</b>		<b>70 273</b>
<b>Besoin en Fonds de roulement (courant)*</b>	<b>11 477</b>	<b>(8 058)</b>	<b>(551)</b>	<b>2 444</b>	<b>(5 743)</b>	<b>(431)</b>

\* Aux 30 juin et 31 décembre 2018, les éléments de bilan provenant de l'entrée des sociétés Novidy's n'avaient pas encore fait l'objet d'affectation aux secteurs opérationnels.

Le carnet de commandes, les prises de commandes et le chiffre d'affaires figurant en « Autres et éliminations » concernent les activités corporate, ainsi que l'élimination des flux entre les secteurs.

Carnet de Commandes et Prise de Commandes : les indicateurs de « carnet de commandes » et de « prise de commandes » sont désormais des éléments de l'analyse sectorielle des activités poursuivies et présentées en Note 3. Ces indicateurs sont définis au chapitre 9.3 de l'Actualisation du Document de Référence 2018 déposée à l'AMF le 30 avril 2019, comme suit :

Prise de Commandes : l'indicateur correspond à l'ensemble des commandes signées dans la période par le client et pour les tranches fermes.

Carnet de Commandes : cet indicateur représente les productions à venir. Il est issu du flux des « Prises de Commandes » duquel se déduit les productions de la période. Le carnet de commandes correspond au chiffre d'affaires restant à comptabiliser au titre d'obligations de prestation, relatives aux seules tranches fermes des marchés ou contrats, non encore exécutées ou partiellement exécutées à la date de clôture.

Le chiffre d'affaires des 4 UGT est essentiellement constitué de prestations, notamment d'ingénierie et d'intégration, dont le revenu est reconnu en continu selon la méthode de l'avancement.

#### Ventilation géographique du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires (En milliers d'euros)	Total	France	Europe	Amérique du Nord et autres
30/06/2019	105 599	82 062	17 218	6 319
31/12/2018	201 467	157 201	30 360	13 906
30/06/2018	90 163	71 068	12 053	7 043

**Note 4 - GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

<b>Evolution en 2019</b> (en milliers d'euros)	<b>01/01/2019</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>30/06/2019</b>
<b>Valeurs brutes :</b>					
Immobilisations incorporelles affectées (PPA)	12 694				12 694
Coûts de développement	21 383	1 416		10	22 809
Concessions, brevets, licences	3 981	460	(315)		4 126
Immobilisations incorporelles en location financement	1 181				1 181
Autres	1 085		(648)		437
<b>Total des valeurs brutes (a)</b>	<b>40 324</b>	<b>1 876</b>	<b>(963)</b>	<b>10</b>	<b>41 247</b>
<b>Amortissement et pertes de valeur :</b>					
Immobilisations incorporelles affectées (PPA)	230	230			460
Coûts de développement	9 271	1 097			10 368
Concessions, brevets, licences	3 411	98	(315)	22	3 216
Immobilisations incorporelles en location financement					
Autres	1 085		(648)		437
<b>Total des amortissements et pertes de valeur (b) :</b>	<b>13 997</b>	<b>1 425</b>	<b>(963)</b>	<b>22</b>	<b>14 481</b>
<b>Total net (a) – (b)</b>	<b>26 327</b>	<b>451</b>	<b>0</b>	<b>(13)</b>	<b>26 766</b>
<b>Goodwill</b>	<b>57 609<sup>(1)</sup></b>	<b>935<sup>(2)</sup></b>	<b>0</b>		<b>58 544</b>

- **Goodwill :**

<sup>(1)</sup> Affectation du prix d'acquisition Novidy's et détermination du goodwill définitif :

Pour rappel le groupe CS a finalisé l'acquisition du groupe Novidy's le 26 juin 2018. La différence entre le prix d'acquisition évalué à sa juste valeur à la date de réalisation du 26 juin de 44 553 K€ et l'actif net transféré calculé sur la base des bilans d'ouverture IFRS des sociétés Novidy's arrêtés au 30 juin 2018 à 8 934 K€, soit 35 619 K€, a été comptabilisé en goodwill provisoire dans les comptes publiés au 31 décembre 2018.

L'allocation finale du prix d'acquisition du groupe Novidy's a permis de reconnaître au titre des comptes 2018 des actifs incorporels évalués à leur juste valeur et constitués essentiellement de relations distributeurs et clients ainsi que de marques pour un total de 12,7 M€. Ces éléments sont amortis sur leur durée d'utilité estimée.

(en milliers d'euros)	<b>31/12/2018 publié</b>	<b>Allocation Goodwill définitif</b>	<b>31/12/2018 retraité</b>
Goodwill	70 303	(12 694)	57 609
Immobilisations incorporelles affectées (PPA) (valeur brute)	-	12 694	12 694
Immobilisations incorporelles affectées (PPA) (amortissements)	-	(230)	(230)
Immobilisations incorporelles affectées (PPA) (valeur nette)	-	12 464	26 327
<b>Total Actif</b>	<b>305 368</b>	<b>(230)</b>	<b>305 138</b>
Capitaux propres	66 557	(230)	66 327
<b>Total Passif</b>	<b>305 368</b>	<b>(230)</b>	<b>305 138</b>

<sup>(2)</sup> Affectation du prix d'acquisition Moltek et détermination du goodwill provisoire :

Le groupe CS a procédé à l'acquisition de la société Moltek Ltd en janvier 2019. La différence entre le prix d'acquisition (avant clause d'earn out) de 1 302 K€ et l'actif net transféré calculé sur la base du bilan d'ouverture IFRS de la société Moltek arrêté et audité au 31 décembre 2018 à 367 K€, soit 935 K€ a été comptabilisé en goodwill provisoire dans les comptes consolidés au 30 juin 2019.

### Autres Goodwill

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les goodwill font l'objet chaque année de tests de perte de valeur dès qu'il existe une indication objective de dépréciation. Aucun test de dépréciation n'a été réalisé au 30 juin 2019 en l'absence d'indice de perte de valeur.

- **Coûts de développement :**

Les immobilisations incorporelles générées en interne concernent les dépenses de développement ainsi que de réalisation de logiciels et s'élèvent 1,8 M€ au 1er semestre, 1,6 M€ sur le premier semestre 2018. Au 30 juin, ces coûts sont affectables à cinq principaux projets dont trois portés par la filiale Diginext.

Les études de R&D activées ont fait l'objet d'une analyse critique de leur business plan en testant la sensibilité de volume de chiffres d'affaires anticipés à des hypothèses de taux de marge projet et de taux d'actualisation selon les projets de R&D.

Au 30 juin 2019, le montant des frais de développement non encore amortis s'élève à 6,7 M€ vs 6,3 M€ à fin 2018. Ces coûts de développement rentreront en phase d'amortissements à la date de la première vente effective de cette nouvelle technologie et seront amortis selon nos principes comptables sur une durée de 3 ans.

### Note 5 - TITRES MIS EN EQUIVALENCE

	% détenu 30/06/19	Situation nette 30/06/2019 (en milliers d'euros)	Quote-Part Résultat 30/06/2019 (en milliers d'euros)
CenProCS Airliance	33,33	57	0

### Note 6 - ACTIFS FINANCIERS, AUTRES TITRES NON CONSOLIDÉS, PRETS, CREANCES ET TRESORERIE

30/06/2019 (en milliers d'euros)	Prêts et autres créances	Autres titres non consolidés	Disponibilités	Crédit d'Impôt Recherche et autres créances financières	Total
Actifs financiers non courants	694	748		36 390	37 832
Actifs sur contrats	74 157				74 157
Client et autres débiteurs	44 208				44 208
Créances financières courantes				15 673	15 673
Trésorerie et équivalents de trésorerie			37 851		37 851
<b>Total actifs financiers</b>	<b>119 059</b>	<b>748</b>	<b>37 851</b>	<b>52 063</b>	<b>209 721</b>

Au 31/12/2018 (en milliers d'euros)	Prêts et autres créances	Autres titres non consolidés	Disponibilités	Crédit d'Impôt Recherche et autres créances financières	Total
Actifs financiers non courants	661	748		43 473	44 882
Actifs sur contrats	60 304				60 304
Client et autres débiteurs	59 754				59 754
Créances financières courantes				12 392	12 392
Trésorerie et équivalents de trésorerie			35 546		35 546
<b>Total actifs financiers</b>	<b>120 719</b>	<b>748</b>	<b>35 546</b>	<b>55 865</b>	<b>212 878</b>

30/06/2018 (en milliers d'euros)	Prêts et autres créances	Autres titres non consolidés	Disponibilités	Crédit d'Impôt Recherche et autres créances financières	Total
Actifs financiers non courants	1 742	750		34 256	36 748
Actif sur contrats	60 909				60 909
Client et autres débiteurs	57 591				57 591
Créances financières courantes	626			14 189	14 815
Trésorerie et équivalents de trésorerie			28 160		28 160
<b>Total actifs financiers</b>	<b>120 868</b>	<b>750</b>	<b>28 160</b>	<b>48 445</b>	<b>198 223</b>

## Evolution des actifs financiers non courants

Evolution au cours de l'exercice (en milliers d'euros)	Prêts et autres créances	Autres titres non consolidés	Crédit d'Impôt Recherche et autres créances financières	Total
<b>Valeurs brutes :</b>				
A l'ouverture de l'exercice	821	6 185	44 358	51 364
Acquisitions et augmentations	38			38
Cessions	(6)			(5)
CIR S1 2019			5 993	5 993
CIR 2016 et CICE-2016 transféré en créances courantes			(13 699)	(13 699)
Actifs financiers non courants				
Conversion, variation de périmètre et reclassement	(3)	2		(1)
<b>30/06/2019</b>	<b>850</b>	<b>6 187</b>	<b>36 652</b>	<b>43 689</b>
<b>Provisions et pertes de valeur :</b>				
A l'ouverture de l'exercice	160	5 437	885	6 482
Actifs financiers non courants				
Dotation /Reprise nette de l'exercice			(627)	(627)
Conversion, variation de périmètre et reclassement		2		2
<b>30/06/2019</b>	<b>160</b>	<b>5 439</b>	<b>258</b>	<b>5 857</b>
<b>Valeur nette à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>661</b>	<b>748</b>	<b>43 473</b>	<b>44 882</b>
<b>Valeur nette au 30/06/2019</b>	<b>690</b>	<b>748</b>	<b>36 394</b>	<b>37 832</b>

Les créances qui font l'objet d'une cession à un organisme financeur ont été ramenées à leur juste valeur en fonction du montant estimé de leur financement.

## Créances de crédit d'impôt

Les créances comptabilisées de Crédit Impôt Recherche et de Crédit Impôt Compétitivité Emploi des filiales françaises (14,8 M€ au titre de 2017 remboursables en 2021 et 16,1 M€ au titre de 2018 remboursables en 2022 et 6,0 M€ au titre du semestre 2019) sont classées en actif non courant.

Les créances de Crédit d'Impôt R&D de la filiale CS Canada (0,2 M€), les créances produites de Crédit Impôt Recherche des filiales françaises remboursables à moins d'un an (12,0 M€ au titre de 2016 remboursables avant fin juin 2020) ainsi que la créance de CICE 2015 (1,8 M€) remboursable sur S2 2019, le CICE 2016 (1,7 M€) avant fin juin 2020 sont classées en actif courant sur la ligne Créances Financières Courantes.

Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Détail des Autres titres non consolidés (en milliers d'euros)	% de participation 30/06/2019	Valeur nette 30/06/2019	Valeur nette 31/12/2018
SOFEMA	0,3%	369	369
SOFRESA	1,0%	23	23
ODAS	1,0%	300	300
Divers <sup>(1)</sup>		56	56
<b>Total</b>		<b>748</b>	<b>748</b>

<sup>(1)</sup> dont Obligation souscrite dans le cadre de la participation au projet ClimateCity.

**Note 7 - IMPOTS DIFFERES ACTIFS**

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Non courants	1 465	1 348	1 360
Courants			
<b>Total</b>	<b>1 465</b>	<b>1 348</b>	<b>1 360</b>

Voir aussi note 18.

Au 30 juin 2019, l'entité CS Canada a deux types d'actifs d'impôt pour 1,5 M€ :

- un impôt différé actif de 0,6 M€ (vs 0,5 M€ fin 2018) correspondant aux différences temporelles actives générées par les retraitements fiscal-comptables canadiens, notamment au titre de ses revenus à plus d'un an perçus d'avance ;
- un impôt futur de 0,9 M€ reconnu par CS Canada (vs 0,8 M€ fin 2018) sur ses dépenses de R&D donnant droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt fédéral sur les bénéfices. La consommation du crédit d'impôt reportable activé est attendue sur les cinq prochains exercices.

Aucun Impôt différé actif au titre de l'intégration fiscale du Groupe en France n'a été constaté au 30/06/2019, compte tenu de l'historique de perte et de l'absence de prévision d'un résultat fiscal bénéficiaire à court terme.

**Note 8 - ACTIFS SUR CONTRATS, CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS COURANTS**

30/06/2019 (en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Juste valeur	Dont à plus d'un an
<b>Actifs sur Contrats</b>	<b>74 157</b>		<b>74 157</b>	<b>17 963</b>

30/06/2019 (en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Juste valeur	Dont à plus d'un an
Clients	28 310	1 056	27 254	
Avances versées	378		378	
Autres créances d'exploitation	8 761	539	8 222	
Charges constatées d'avance	8 354		8 354	
<b>Clients et autres débiteurs</b>	<b>45 803</b>	<b>1 595</b>	<b>44 208</b>	

31/12/2018 (en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Juste valeur	Dont à plus d'un an
<b>Actifs sur Contrats</b>	<b>60 304</b>		<b>60 304</b>	<b>16 854</b>

31/12/2018 * (en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Juste valeur	Dont à plus d'un an
Clients	43 221	1 348	41 873	
Avances versées	1 320		1 320	
Autres créances d'exploitation	9 497	538	8 959	
Charges constatées d'avance	7 602		7 602	
<b>Clients et autres débiteurs</b>	<b>61 640</b>	<b>1 886</b>	<b>59 754</b>	

30/06/2018 (en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Juste valeur	Dont à plus d'un an
<b>Actifs sur Contrats</b>	<b>60 909</b>		<b>60 909</b>	<b>16 176</b>

30/06/2018 (en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Juste valeur	Dont à plus d'un an
Clients	40 807	1 362	39 445	
Avances versées	448		448	
Autres créances d'exploitation	9 865	288	9 577	
Charges constatées d'avance	8 121		8 121	
<b>Clients et autres débiteurs</b>	<b>59 241</b>	<b>1 650</b>	<b>57 591</b>	

Les Actifs sur contrats à plus d'un an sont les suivantes (en K€) :

- au 30/06/2019 : 17 963
- au 31/12/2018 : 16 854
- au 30/06/2018 : 16 176

Les Actifs sur contrats à plus d'un an, ne résultant pas d'une transaction de financement, ne sont donc pas actualisés. Il s'agit de factures à émettre liées aux modalités de reconnaissance du revenu selon l'application de la nouvelle norme IFRS 15 décrite en note 1 aux présents états financiers.

## Note 9 - TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Les valeurs mobilières de placement sont représentées essentiellement par des Sicav monétaires euro.

La trésorerie mentionnée dans le tableau de flux de trésorerie consolidé est composée de :

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Concours bancaires courants	(9 507)	(12 170)	(12 029)
Banques	37 204	34 962	27 193
Valeurs de placement	647	584	967
<b>Trésorerie en fin de période</b>	<b>28 344</b>	<b>23 376</b>	<b>16 131</b>

**Note 10 - CAPITAUX PROPRES**

Nombre d'actions composant le capital social	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Au début de l'exercice	23 476 030	19 586 447	19 586 447
Actions nouvelles <sup>(1)(2)</sup>	1 068 444	3 889 583	1 940 331
Exercice de bons de souscription Levées d'options			
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>24 544 474</b>	<b>23 476 030</b>	<b>21 526 778</b>

<sup>(1)</sup> En 2018 : Rémunération des apports de la société Novidy's, création de 1 939 931 actions nouvelles. Conversion de 4 OCA en 400 actions nouvelles. Emission de 1 949 152 actions dans le cadre de l'augmentation de capital de juillet 2018 lancée sur le marché.

<sup>(2)</sup> En 2019 : Conversion d'OCA souscrites en 2014 : création de 1 068 444 actions nouvelles issues de la conversion en juin 2019 de 10 644 obligations, représentant une augmentation de capital de 1 068 444 € dans le cadre de l'Emission du 25 juillet 2014.

**- Emission d'actions en rémunération d'apport d'actions dans le cadre de l'acquisition en 2018:**

Le 26 juin 2018, dans le cadre de l'opération de croissance externe, 11 294 actions de Novidy's, soit 29,24% des actions de la société, ont été apportées à la société CS Group, sous forme d'un apport en nature en contrepartie duquel les apporteurs ont reçu, pour un montant de 12 396 181,46 euros, 1 939 931 actions ordinaires CS.

Le traité d'apport relatif à l'apport des actions Novidy's à CS Group conclu le 31 mai 2018 entre la société CS Group et les anciens actionnaires de Novidy's prévoit que les 1 939 931 actions ordinaires CS Group émises en contrepartie de l'apport sont soumises à engagement d'incessibilité d'une durée de trois ans à compter du 26 juin 2018. Le traité d'apport prévoit une exception à cet engagement d'incessibilité dans l'hypothèse où les apporteurs seraient obligés en vertu du contrat de cession relatif à la partie numéraire de l'acquisition de payer une réduction de prix.

En conséquence de l'émission des 1 939 931 Actions Ordinaires émises en rémunération de l'Apport, l'augmentation de capital de CS Group à la Date de Réalisation est d'un montant nominal de 1 939 931 euros. La différence entre le montant nominal de l'augmentation de capital et la valeur de l'Apport, soit 10 456 250,46 euros, constitue une prime d'apport. Conformément à IFRS3, la valeur de l'apport a été recalculé à sa juste valeur au jour de la réalisation, soit en tenant compte d'une valeur de l'action CS à 7,50 euros. La prime d'apport après imputation des frais d'émission ressort ainsi à 12 313 K€.

**- Emission d'actions dans le cadre de l'augmentation de capital de juillet 2018 :**

L'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires lancée par CS Group le 6 juillet 2018 au prix de 5,90 euros a été réalisée le 23 juillet 2018.

Après exercice intégral de la clause d'extension, le montant final brut de l'opération s'est élevé à 11 499 996,80 euros correspondant à 1 949 152 actions nouvelles ont été émises et admises sur le marché réglementé Euronext Paris. L'opération s'est traduite par la constatation d'une augmentation de capital d'un montant nominal de 1 949 K€ et une prime d'apport de 9 558 K€.

Après imputation des frais de 1 525 K€, l'impact total de ces deux augmentations de capital sur la prime d'apport de CS Group s'élève à 20 421 K€.

**- Conversion en 2019 OCA émise dans le cadre de l'emprunt obligataire de juillet 2014 :**

Au premier semestre 2019, 1 068 444 actions nouvelles ont été attribuées aux souscripteurs de l'émission obligataire de 2014 pour la conversion de 10 644 OCA.

En juillet 2019 239 OC ont été converties et le 25 juillet 2019, date d'échéance de l'emprunt obligataire convertible, les 31 OCA résiduelles non converties ont fait l'objet d'un remboursement (capital et intérêts).

Un droit de vote double est accordé lorsqu'il est justifié d'une inscription au nominatif au nom du même actionnaire depuis plus de deux ans.

Le capital est composé exclusivement des éléments tels que présentés au bilan.

Actions propres	Quantité	Valeur brute (en milliers d'euros)
<b>Au 30/06/2018</b>	<b>39 281</b>	<b>510</b>
Acquisitions	84 906	502
Cessions	(48 573)	(327)
Actions gratuites		
<b>Au 31/12/2018</b>	<b>75 614</b>	<b>685</b>
Acquisitions	47 504	238
Cessions	(70 660)	(378)
Actions gratuites		
<b>Au 30/06/2019</b>	<b>52 458</b>	<b>545</b>

### Résultat par action

	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
<u>Numérateur (en milliers d'euros)</u>			
Résultat net part du Groupe (a)	(524)	7 427	2 925
<u>Dénominateur (en titres)</u>			
Nombre total de titres (b)	24 544 474	23 476 030	21 526 778
Nombre de titres d'autocontrôle (c)	52 458	75 614	39 281
Nombre de titres hors autocontrôle (d) = (b) - (c)	24 492 016	23 400 416	21 487 497
Nombre moyen de titres hors autocontrôle (e)	24 492 016	23 397 388	19 790 191
Actions ordinaires potentielles dilutives (f)	27 103	1 091 400	1 091 500
Nombre moyen de titres après dilution (g) = (e) + (f)	24 519 119	24 488 788	20 881 691
Résultat par action (h) = (a*1000) / (e)	(0,03)	0,32	0,15
Résultat par action dilué (i) = (a*1000) / (g)	(0,03)	0,30	0,14

(f) Sont considérées comme dilutives les OCA émises le 25 juillet 2014 et non encore converties à la fin de la période considérée.

### Note 11 - PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

Evolution 1 <sup>er</sup> semestre 2019 (en milliers d'euros)	01/01/2019	Dotations	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Variation périmètre et divers	30/06/2019	Provision Non Courante	Provision Courante
Restructurations	748	279	(565)			462	462	
Affaires	2 883	81	(353)			2 611	2 611	
Litiges et risques divers	1 008	37	(35)	(175)		835	835	
Pertes à terminaison	1 879	198	(899)			1 178		1 178
Impôts								
<b>Total</b>	<b>6 518</b>	<b>595</b>	<b>(1 852)</b>	<b>(175)</b>		<b>5 086</b>	<b>3 908</b>	<b>1 178</b>



<b>Evolution 2018</b> (en milliers d'euros)	01/01/2018	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Variation périmètre et divers	31/12/2018	Provision Non Courante	Provision Courante
Restructurations	553	565	(370)			748	748	
Affaires	2 977	683	(777)			2 883	2 883	
Litiges et risques divers	1 281	43	(316)			1 008	1 008	
Pertes à terminaison	1 989	201	(311)			1 879		1 879
Impôts								
<b>Total</b>	<b>6 800</b>	<b>1 492</b>	<b>(1 774)</b>			<b>6 518</b>	<b>4 639</b>	<b>1 879</b>

<b>Evolution 1<sup>er</sup> semestre 2018</b> (en milliers d'euros)	01/01/2018	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Variation périmètre et divers	30/06/2018	Provision Non Courante	Provision Courante
Restructurations	553	328	(338)			543	543	
Affaires	2 977	126		(100)		3 003	3 003	
Litiges et risques divers	1 281		(74)			1 207	1 207	
Pertes à terminaison	1 989	49		(767)		1 271		1 271
Impôts								
<b>Total</b>	<b>6 800</b>	<b>503</b>	<b>(412)</b>	<b>(867)</b>		<b>6 024</b>	<b>4 753</b>	<b>1 271</b>

#### Provisions Courantes :

Perte à terminaison : compte tenu de l'incertitude relative aux dates d'échéance prévues pour les sorties de ressources, les provisions pour pertes à terminaison sont par principe considérées comme des provisions courantes (1 178 K€ au 30 juin 2019 et 1 879 K€ au 31 décembre 2018).

#### Provisions Non Courantes :

Il n'y a pas de litiges significatifs en cours à la clôture. Voir aussi chapitre 4 (§ 4.3) du document de référence au 31 décembre 2018.

#### Note 12 - AVANTAGES DU PERSONNEL

Ils sont constitués des indemnités de départ en retraite dus, principalement, au titre de la convention collective Syntec en France ainsi que du régime de couverture médicale facultatif réservé à d'anciens salariés ayant pris leur retraite avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999. A fin juin 2019, le nombre de bénéficiaires de ce régime est d'environ 139 contre 154 personnes au 30 juin 2018.

(en milliers d'euros)	Frais de santé des anciens salariés	Indemnités de départ en retraite et assimilé	Total
<b>31/12/2018</b>	<b>1 103</b>	<b>8 842</b>	<b>9 945</b>
Mouvements période	(120)	312	192
Variation de périmètre			
Mouvements liés aux changements d'hypothèses actuarielles	63	903	966
<b>30/06/2019</b>	<b>1 046</b>	<b>10 057</b>	<b>11 103</b>

Les principales hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements de retraites sont les suivantes :

	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Taux d'actualisation	0,82	1,63	1,50
Taux d'augmentation des salaires	1,45	1,45	1,45

Analyse sensibilité au taux actuariel :

Taux d'actualisation	-0,63%
Impact PIDR S1 2019	+7,8%

Le groupe étant essentiellement implanté en zone euro, un seul taux d'actualisation est retenu. Le taux d'actualisation est obtenu par référence au taux de rendement des obligations des entreprises de première catégorie en retenant une maturité équivalente à celle de l'engagement de retraite.

Le taux de rotation du personnel a été calculé et mis à jour sur un historique de 3 années, par tranche d'âge de 5 ans en retenant comme motifs de départ les démissions, les licenciements et les ruptures conventionnelles. Dans ces hypothèses, depuis fin 2017, le groupe considère un départ volontaire de ses salariés à 67 ans (vs 65 ans à fin 2016).

### Note 13 - PASSIFS FINANCIERS HORS DETTE SUR OBLIGATION LOCATIVE (IFRS 16)

Trésorerie nette (+) / Endettement net (-)

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Passifs financiers	(100 137)	(99 478)
Valeurs mobilières de placement	647	584
Disponibilités	37 204	34 962
<b>Trésorerie nette des dettes financières (+) ou Endettement net (-)</b>	<b>(62 286)</b>	<b>(63 932)</b>

Passifs financiers

(en milliers d'euros)	30/06/2019			31/12/2018		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts obligataires	(24 647)	(936)	(25 583)	(24 649)	(4 741)	(29 390)
Emprunts bancaires et autres	(18 930)	(45 078)	(64 008)	(21 406)	(35 370)	(56 776)
Emprunts liés aux contrats de location-financement	(835)	(204)	(1 039)	(938)	(204)	(1 142)
<b>Sous - total emprunts et dettes financières</b>	<b>(44 412)</b>	<b>(46 218)</b>	<b>(90 630)</b>	<b>(46 993)</b>	<b>(40 315)</b>	<b>(87 308)</b>
Soldes créditeurs de banques		(9 507)	<b>(9 507)</b>		(12 170)	(12 170)
<b>Total Passifs Financiers</b>	<b>(44 412)</b>	<b>(55 725)</b>	<b>(100 137)</b>	<b>46 993</b>	<b>52 485</b>	<b>(99 478)</b>

Echéancier des emprunts financiers non courants (en milliers d'euros)	30/06/2019			31/12/2018		
	Valeur du bilan	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Valeur du bilan	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires	24 647	24 647		24 649	14 740	9 909
Emprunts bancaires et autres	18 930	12 263	6 667	21 406	11 211	10 195
Emprunt liés aux contrats de location Financement	835	835		938	938	
<b>Total</b>	<b>44 412</b>	<b>37 745</b>	<b>6 667</b>	<b>46 993</b>	<b>26 889</b>	<b>20 104</b>

### Evolution des emprunts et dettes financières

	31/12/2018	Nouveaux emprunts*	Remboursements de la période*	Variation devise/ conversion OC/périmètre	30/06/2019
Emprunts obligataires et intérêts courus	29 390	95		(3 902)	25 583
Emprunts bancaires et autres	56 776	16 007	(8 548)	(227)	64 008
Emprunt liés aux contrats de location-financement	1 142		(103)		1 039
<b>Total</b>	<b>87 308</b>	<b>16 102</b>	<b>(8 651)</b>	<b>(4 129)</b>	<b>90 630</b>

\*Mouvements au tableau de flux : nouveaux emprunts

Le financement à court terme du Groupe est principalement assuré par le recours à l'affacturage et par les lignes de crédit BPI France garanties par les créances de crédits d'impôt portées à l'actif de la société mère du groupe fiscal en France. Le financement du groupe a été renforcé en 2014 et 2016 par l'émission de deux emprunts obligataires et, en 2017, par la ligne de 20 M€ consentie par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour la réalisation du programme pluriannuel de dépenses de Recherche & Développement et de croissance externe du groupe CS.

### 1. Emprunts Obligataires

- Emprunt obligataire convertible en actions CS Group de 12,0 M€ émis en 2014

En 2014 CS Group a émis un emprunt obligataire de 12 007 K€ ouvert aux actionnaires de CS (maintien du DPS) sous la forme d'obligations convertibles (durée : 5 ans, taux nominal annuel : 4%, prix de conversion par action : 3,6 euros). A l'émission, la composante « dettes » de l'emprunt obligataire, après imputation des frais, a été évaluée à 9 496 K€ dans le cadre de la méthode du TIE.

Depuis la date d'émission en 2014 a été converti un total de 33 086 obligations (dont 10 623 obligations souscrites par CIRA et converties au 30 juin 2019 et 22 300 souscrites par Sopra Stéria Group et converties au 30 juin 2017) en actions nouvelles. Après ces conversions, la dette financière résiduelle au titre de l'emprunt convertible et déterminée selon la méthode du TIE est de 936 K€ au 30 juin 2019 dont 835 K€ d'intérêts courus sur OC convertis au 30 juin et payés le 4 juillet 2019.

En l'absence de nouvelle conversion d'ici le 25 juillet prochain (échéance des 5 ans), l'emprunt correspondant aux 270 obligations résiduelles (nominal de 97K€ au 30/06/2019 et intérêts courus à date payables in fine de 4 K€) a été remboursé.

- Emprunt obligataire EuroPP 2023 CS SI de 15,0 M€ émis en 2016

La filiale opérationnelle de CS Group, CS Systèmes d'Information a procédé en fin d'année 2016 à l'émission d'un emprunt obligataire de 15 M€ à échéance avril 2023, souscrit par la société de gestion de portefeuille Zencap Asset Management via ses fonds crédit ETI. Après imputation des frais et comptabilisation des intérêts courus payables semestriellement la dette financière à la clôture est de 14 888 K€ au 30 juin 2019.

L'emprunt obligataire est assorti de 2 covenants financiers, à savoir : un ratio d'endettement financier inférieur à 2,5 et un ratio de couverture des frais financiers nets cash supérieur ou égal à 3,5. Il n'y a pas d'obligation de covenant au semestre.

- Emprunt obligataire EuroPP 2025 CS SI de 10,0 M€ émis en 2018 dans le cadre du financement de l'acquisition Novidy's

La filiale opérationnelle du Groupe CS, CS Systèmes d'Information a procédé au 26 juin 2018 à l'émission d'un emprunt obligataire de 10 M€ à échéance juin 2025, souscrit par la société de gestion de portefeuille Zencap Asset Management via ses fonds crédit ETI. Après imputation des frais et comptabilisation des intérêts courus payables semestriellement la dette financière à la clôture est de 9 956 K€ au 30 juin 2019.

L'emprunt obligataire est assorti de 2 covenants financiers, à savoir : un ratio d'endettement financier inférieur à 2,5 et un ratio de couverture des frais financiers nets cash supérieur ou égal à 3,5. Ces ratios sont testés sur une base annuelle. Les covenants étaient respectés au 31 décembre 2018.

## **2. Autres financements bancaires**

- Ligne BEI de 20,0 M€

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) a consenti le 2 octobre 2017 à CS Group une ligne de financement d'un montant maximum de 20 millions d'euros pour la réalisation de son programme pluriannuel de dépenses de Recherche & Développement. Cette ligne a fait l'objet d'un tirage total en date du 26 juin 2018 dans le cadre de l'acquisition des sociétés du groupe Novidy's.

Le tirage de 20 M€ sera remboursé par 9 échéances annuelles à compter du 25 juin 2020 jusqu'au 25 juin 2028.

Après imputation des frais et comptabilisation des intérêts courus payables semestriellement la dette financière à la clôture est de 19 960 K€ au 30 juin 2019.

La ligne de financement est assortie de 2 covenants financiers, à savoir : un ratio d'endettement financier inférieur à 2,5 et un ratio de couverture des frais financiers nets cash supérieur ou égal à 3,5. Il n'y a pas d'obligation de covenant au semestre.

- Contrat de Développement Participatif (CDP) BPI France de 3,0 M€

Le prêt accordé à la filiale CSSI le 30 septembre 2013 est remboursable sur 7 ans jusqu'au 30 septembre 2020 en 28 échéances trimestrielles de 150 K€ avec un différé de remboursement du capital de 2 ans (8 trimestres).

- Prêt à taux Zéro (PTZI) BPI France de 1,0 M€

Le prêt accordé en 2014 jusqu'au 30 juin 2021 à la filiale Diginext dans le cadre du régime d'intervention en faveur de la recherche, du développement et de l'innovation est remboursable linéairement en 20 remboursements trimestriels de 47,5 K€ à partir du 30 septembre 2016.

- Financement BPI France des créances de Crédit Impôt recherche et Crédit Impôt Compétitivité Emploi du groupe fiscal

(en milliers d'euros)	Tirage au 30/06/2019	Date de remboursement de la créance théorique
CICE 2015	1 710	12/07/2019
CIR/CICE 2016	12 221	30/06/2020
CIR/CICE 2017	13 325	30/06/2021
CIR/CICE 2018	14 427	30/06/2022
<b>Total</b>	<b>41 683</b>	

Pour information, les lignes garanties par les créances de crédits d'impôt CIR et CICE accordées par BPI France font l'objet d'un renouvellement annuel et sont, par conséquent, considérées comme financement à moins d'un an.

### 3. Affacturage

- Crédit Agricole Leasing & Factoring (affacturage déconsolidant)

Fin 2002, CS SI a signé une convention d'affacturage avec Crédit Agricole Leasing & Factoring. Cette convention prévoit que lorsque le défaut de paiement du débiteur est lié à son insolvabilité, le risque est supporté par la société d'affacturage dans la limite d'un montant garanti. En 2006 la filiale Diginext a conclu avec Crédit Agricole Leasing & Factoring une convention d'affacturage similaire.

Le risque principal, risque de défaillance ou d'insolvabilité, ayant été transféré, ces créances sont déconsolidées et font partie intégrante des Disponibilités. Ces deux lignes sont rémunérées à taux variables indexés sur l'Euribor 3 mois.

Les lignes sont plafonnées à un montant de 13 M€ pour une durée indéterminée.

- BPI France (cession de créances professionnelles)

La ligne de mobilisation de créances Loi Dailly utilisable par CS SI est plafonné à 12,0 M€. La ligne inclut toujours les créances de Diginext sur les acheteurs publics et parapublics français dans la limite d'un sous plafond de 3,0 M€. Cette ligne globale de 12,0 M€ est confirmée jusqu'au 30 juin 2020.

<b>A. Total affacturage déconsolidant</b> (en milliers d'euros)	<b>30/06/2019</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>30/06/2018</b>
Créances cédées à Crédit Agricole Leasing & Factoring	5 287	12 646	9 056
Dont créances cédées non garanties	(17)	(155)	(32)
Réserves / garanties	(803)	(1 891)	(1 382)
<b>Total Créances cédées déconsolidantes en trésorerie</b>	<b>4 467</b>	<b>10 600</b>	<b>7 642</b>
<b>B. Factors non déconsolidants</b> (en milliers d'euros)	<b>30/06/2019</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>30/06/2018</b>
Clients BPI France	10 545	12 000	12 000
Client Crédit Agricole Leasing & Factoring non garanti	17	155	32
<b>Total Créances cédées non déconsolidantes</b>	<b>10 562</b>	<b>12 155</b>	<b>12 032</b>

## Note 14 - AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
<b>Passifs non courants</b>			
Impôts différés			
Autres			
<b>Total</b>			
<b>Autres Passifs courants</b>			
Avances et acomptes reçus	9 515	8 677	8 797
Fournisseurs	20 803	25 081	24 087
Dettes d'exploitation diverses <sup>(1)</sup>	50 200	49 834	49 085
Dettes sur immobilisations		2	
	2 134		
Dettes diverses		1 292	1 089
Impôt sur les sociétés	(219)	762	434
<b>Fournisseurs et autres créditeurs</b>	<b>82 433</b>	<b>85 648</b>	<b>83 492</b>
Passifs sur contrats (ex-Produits constatés d'avance) <sup>(2)</sup>	36 901	37 223	37 217
<b>Total Autres Passifs courants</b>	<b>117 988</b>	<b>122 871</b>	<b>120 708</b>

(1) Sous cette rubrique figurent essentiellement la TVA sur les créances clients non encaissées, la TVA sur les factures clients à établir, la TVA due au titre du dernier mois de l'exercice (pour un montant total de 15,0 M€, dont plus de 10,3M€ de TVA sur factures à établir au 30 juin 2019), les dettes sociales (personnel, congés payés, organismes sociaux et fiscaux) pour un montant total de 34,5 M€ au 30 juin 2019). Les impôts directs exigibles sont de 477 k€ au 30 juin 2019.

(2) Les produits constatés d'avance résultent de la méthode de reconnaissance du revenu décrite en note 1.2 impact de la norme IFRS 15 et en note 1.6 (facturation excédant le chiffre d'affaires reconnu du fait de l'avancement du projet) aux comptes consolidés du document de référence au 31 décembre 2018.

## Note 15 - AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Dotations aux amortissements	(1 952)	(3 223)	(1 583)
Dotations droits d'utilisations relatifs aux contrats de location	(2 119)		
Dotations / reprises (+) pour dépréciations	293	95	76
Dotations / reprises (+) pour provisions	788	(207)	532
<b>Total</b>	<b>(2 990)</b>	<b>(3 344)</b>	<b>(975)</b>

## Note 16 - RESULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Coût de l'endettement financier brut	(1 922)	(3 237)	(1 264)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	32	247	64
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(1 890)</b>	<b>(2 990)</b>	<b>(1 200)</b>
Autres produits et charges financiers	(355)	454	362
<b>Résultat financier</b>	<b>(2 245)</b>	<b>(2 537)</b>	<b>(838)</b>

### Détail des autres produits et charges financiers

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Dotations nettes <sup>(1)</sup>	(70)	(77)	403
Résultat de change et divers	(285)	531	(41)
Dividendes			
<b>Total</b>	<b>(355)</b>	<b>454</b>	<b>362</b>

(1) Reprise au 30/06/2018 de la dépréciation sur créances financières Prêts Effort construction pour tenir compte de leur nouvelle valeur de marché ; reclassement de la reprise sur la ligne « Résultat de change et divers » après opération de refinancement Prêts Effort construction sur S2 2018 (impact 0,4 M€).

## Charges financières sur obligations locatives IFRS 16

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Intérêts sur obligation locative	(388)		

Voir note 1.2

**Note 17 - AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS**

30/06/2019 (en milliers d'euros)	Charges	Produits	Net 30/06/2019
Déménagements et locaux vides	(15)		(15)
Restructuration – personnel	(1 150)	840	(310)
Résultat de cession d'actifs	(5)		(5)
Litige sur affaire			
Autres	(1 867)	21	(1 697)
<b>Total</b>	<b>(3 037)</b>	<b>861</b>	<b>(2 176)</b>

Exercice 2018 (en milliers d'euros)	Charges	Produits	Net 2018
Déménagements et locaux vides	(93)	79	(14)
Restructuration – personnel	(2 966)	955	(2 011)
Résultat de cession d'actifs	(37)	7	(30)
Litige sur affaire			
Autres	(821)	88	(733)
<b>Total</b>	<b>(3 917)</b>	<b>1 129</b>	<b>(2 788)</b>

30/06/2018 (en milliers d'euros)	Charges	Produits	Net 30/06/2018
Déménagements et locaux vides	(48)	48	
Restructuration – personnel	(1 453)	627	(826)
Résultat de cession d'actifs	(16)	7	(9)
Litige sur affaire			
Autres	(540)	78	(462)
<b>Total</b>	<b>(2 057)</b>	<b>760</b>	<b>(1 297)</b>

**Note 18 - IMPOTS SUR LES RESULTATS**

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
<b>Produits / charges d'impôt au résultat du groupe</b>	<b>(906)</b>	<b>(2 591)</b>
Impôts sur les résultats des filiales étrangères (b)	(88)	(282)
Impôt sur les résultats entités française non intégrées (b)		(472)
Charge de CVAE de l'exercice (brute)	(934)	(1 583)
Impôt différé	52	(254)
Divers (retenue à la source...)		

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Résultat consolidé avant impôt (hors résultat des activités cédées)	376	10 018
Taux d'imposition théorique	28,00%	33,33%
<b>Impôt sur le résultat théorique</b>	<b>(105)</b>	<b>(3 339)</b>
Différentiel de taux imposition filiales étrangères	16	95
Impact Crédits Impôt Groupe fiscal France (différences permanentes)	1 676	5 351
Effet des pertes fiscales de l'exercice non activées	(1 811)	(3 046)
Diverses différences permanentes	135	185
<b>Charges d'impôt réelle sur les résultats = (b)</b>	<b>(88)</b>	<b>(754)</b>

Le Crédit d'Impôt Recherche et le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) sont comptabilisés en minoration des charges des frais de personnel essentiellement.

La méthode retenue pour la détermination des impôts différés actifs liés aux pertes reportables du Groupe fiscal France (très majoritairement à durée indéterminée) est décrite en note 1.12 des comptes consolidés 2018. Aucun impôt différé actif n'a été constaté à ce titre au 30 juin 2019.

#### Note 19 - GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risque de liquidité, risque de variation des flux de trésorerie dû à l'évolution des taux d'intérêt, risque de contrepartie, risque de change et risque de crédit.

##### A/ Risque de liquidité

Selon la définition donnée par l'Autorité des Marchés Financiers, le risque de liquidité se caractérise par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif et se traduit par l'impossibilité de rembourser les dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

La gestion du risque de liquidité implique le maintien d'un niveau suffisant de liquidités ainsi que la disponibilité de ressources financières appropriées grâce à des facilités confirmées.

Le financement court terme est principalement assuré par le recours à des lignes annuelles d'affacturage et de cession de créances commerciales. Les lignes de financement avec Crédit Agricole Leasing & Factoring et BPI France sont aménagées avec un plafond respectivement de 13 M€ et 12 M€. Ces deux lignes poursuivent leurs effets en 2019.

Par nature, le montant utilisé est plafonné par le volume de créances émises et non encaissées. Une éventuelle faiblesse de la facturation limiterait la capacité du groupe à utiliser la totalité de ces lignes et à financer temporairement les dettes.

##### B/ Risque de variation des flux futurs dû à l'évolution des taux d'intérêts

Le risque de taux d'intérêt provient essentiellement des emprunts. La gestion de l'exposition au risque de taux couvre deux types de risques :

- Un risque de prix sur les actifs et passifs financiers à taux fixe. En contractant une dette à taux fixe par exemple, le Groupe s'expose à une perte potentielle d'opportunité si les taux d'intérêts venaient à baisser. Toute variation des taux d'intérêts est susceptible d'avoir un impact sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe. Cette perte d'opportunité n'aurait toutefois aucun effet sur les produits et les charges financiers tels que présentés dans le compte de résultat consolidé et, en tant que tel, sur le résultat net futur du Groupe jusqu'à l'arrivée à échéance de ces actifs et passifs.



- Un risque de variation des flux de trésorerie sur les actifs et passifs à taux variable si les taux d'intérêt venaient à augmenter.

L'objectif principal de la gestion des taux d'intérêt de l'endettement du Groupe est de minimiser le coût de la dette et de le protéger des fluctuations des taux d'intérêts en contractant des «swaps» de taux variable contre taux fixe. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés autorisés tels que des contrats de swaps conclus avec des établissements financiers.

L'endettement à moyen et long terme d'un montant significatif représenté par des contrats de type crédit-bail, location financière, etc... à taux fixe ces contrats ne sont pas, en tout état de cause, exposés au risque de taux d'intérêts.

L'endettement à court terme est constitué par la mobilisation de créances commerciales et des créances fiscales de Crédit Impôt Recherche non encore remboursées par l'état. Leurs volumes d'utilisation faisant l'objet d'une forte variabilité en fonction des flux de trésorerie quotidiens, aucune couverture de taux n'a été mise en place.

#### C/ Risque de contrepartie

La base de clientèle du Groupe est constituée par de grands comptes. Près de la moitié du chiffre d'affaires est réalisé avec des administrations et des établissements publics, principalement en France. Les dépenses publiques dépendent de facteurs économiques et politiques et sont donc susceptibles de connaître des variations d'une année à l'autre.

Le Groupe ne consent aucun prêt significatif à des personnes physiques ou morales externes, employés ou entités dont il détiendrait des titres et qui ne seraient pas consolidés.

Seuls les établissements financiers de premier ordre sont utilisés par le Groupe dans le cadre des opérations de trésorerie et opérations sur instruments dérivés.

#### D/ Risque de change

Le Groupe est soumis à deux catégories de risques liées à l'évolution du taux de change :

- le risque lié à la conversion des états financiers des activités implantées dans des pays ayant une monnaie fonctionnelle différente de l'euro. Ce risque ne fait pas l'objet d'une couverture particulière et est limité compte tenu de l'implantation géographique du Groupe très majoritairement situé dans la zone euro.
- le risque transactionnel concernant les flux d'achats et de ventes dans des devises différentes de celle où l'opération est réalisée. Ce risque de change est cependant limité car chaque entité intervient très majoritairement dans son pays et dans sa devise. Les expositions résiduelles au risque de change sont principalement liées au dollar américain et localisées dans les sociétés françaises et canadiennes.

Le Groupe a mis en place des procédures de gestion des positions en devises résultant d'opérations commerciales et financières libellées en monnaies différentes de la monnaie locale de l'entité concernée. Conformément à ces procédures, toutes les expositions transactionnelles significatives doivent être couvertes dès leur survenance. Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe peut décider de recourir à divers instruments financiers conclus avec des établissements financiers de premier plan, notamment des opérations à terme et des options d'achat et de vente de devises.

Au 30 juin 2019, aucun contrat commercial n'a fait l'objet de couverture de change.

#### E/ Risque de prix

Deux grands contrats commerciaux ont été conclus avec des clauses d'indexation de prix basées sur certaines matières premières. L'impact de ces indexations sur la reconnaissance du revenu de ces

contrats est aujourd'hui résiduel et peu élevé et la sensibilité au risque de prix n'est pas significative. Le Groupe n'a pas souscrit de couvertures matières au titre de ces deux contrats.

#### F/ Risque sur actions

Ainsi qu'il est indiqué en note 9, le Groupe détient des Sicav monétaires euro à maturité courte dont le risque est minime. La valeur des actions auto-détenues étant déduite des capitaux propres, les variations de cours sont sans impact sur le compte de résultat consolidé.

#### G/ Risque de crédit

Voir note 24 G de l'annexe aux comptes consolidés 2018.

Les risques de défaillance et d'insolvabilité des clients auxquels le groupe est exposé sont peu élevés, en raison de la nature même de ses partenaires commerciaux, notamment des administrations et entités gouvernementales européennes, qui disposent d'une qualité de crédit de premier rang. Près de la moitié du chiffre d'affaires de la période est réalisé avec des administrations et des établissements publics, principalement en France. Une autre part prépondérante du chiffre d'affaires est réalisée avec des grands comptes. Ces différents facteurs contribuent à réduire le profil de risque crédit.

Toutefois, le risque de crédit est inhérent à toute activité commerciale, ce qui conduit CS Group à mettre en place un suivi rigoureux des encours clients et une procédure d'approbation des clients et du risque de crédit lors de toute nouvelle ouverture de compte et/ou tout au long du cycle de vie d'un contrat.

CS Group n'a pas constaté de perte dans ses comptes liée à la défaillance de l'un d'eux depuis les trois dernières années. Si les risques de défaillance sont très réduits, les équipes financières sont très vigilantes sur les actions de recouvrement afin de limiter les retards ou les dépassements de dates d'échéances contractuelles qui peuvent parfois être constatés en fin d'année du fait de ruptures budgétaires ponctuelles appliquées par certains clients institutionnels.

### Note 20 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
<b>Engagements donnés</b>		
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles – titres <sup>(1)</sup>	34 072	34 072
Nantissement, sûretés réelles – gage-espèces au titre garanties bancaires pool <sup>(1)</sup>		-
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles - comptes de garantie et de réserve Crédit Agricole Leasing & Factoring	812	1 896
Nantissement Dailly des créances d'intégration fiscale - garantie donnée dans le cadre du financement des créances de crédit d'impôt par BPI	41 683	34 081
Avals, cautions et garanties (cf.20a)	104 753	103 624
Garantie de passif <sup>(2)</sup>	230	230
<b>Engagements reçus <sup>(3)</sup></b>		
Avals, cautions et garanties	734	722

(1) Au 30 juin 2019, nantissement commun des titres Novidy's et Diginext données en garantie des obligations Euro PP 2023 de 15 M€, des obligations EuroPP 2025 de 10 M€ et de la ligne BEI de 20 M€.

(2) La cession de la filiale USB GmbH en avril 2016 a été accompagnée d'une garantie du passif social et fiscal plafonnée à 230 K€ dans les limites des délais de prescription de la législation allemande (4 ans)

(3) L'acquisition des sociétés du groupe Novidy's fait l'objet d'une garantie de passif octroyée par les vendeurs.

**20. a - Avals, cautions et garanties donnés :**

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Cautionnement solidaire CS Group des emprunts obligataires EuroPP 2023 et 2025 souscrit par CSSI en 2016 et en 2018 (intérêts courus et nominal) et de la ligne de crédit accordée par la BEI en 2017. Tirage à date :	45 212	45 550
Garantie parentale donnée par CSSI dans le cadre du DECD octroyé par l'Etat du Connecticut à CS Inc US	123	122
Garantie parentale donnée en paiement de loyer (*)	4 750	4 750
Garantie donnée dans le cadre de l'utilisation de la ligne cautions sur loyers accordés à CS SI	815	566
Garantie parentale dans le cadre de marchés contractés par CS SI et ses filiales (**)	50 000	50 000
Garanties et cautions hors Groupe et engagements liés à l'exécution des marchés (hors restitution d'acomptes et garanties résiduelles pool bancaire) (***)	3 853	2 636
<b>Total avals, cautions et garanties</b>	<b>104 753</b>	<b>103 624</b>

(\*) Porte sur l'occupation par CSSI d'un ensemble de locaux sis 22 avenue Galilée au Plessis Robinson. Les présents baux sont conclus pour une période de neuf années à compter de 2014. Ils prévoient une garantie solidaire de la maison-mère CS Group, plafonnée à 4 750 K€ sur une durée de 6 ans, à compter de la date de prise d'effet du bail.

(\*\*) Dans le cadre de son activité en tant que contractant ou cocontractant certains clients exigent une garantie parentale ; les garanties approuvées par le Conseil d'administration couvrent les obligations et les responsabilités des filiales au regard d'éventuelles défaillances dans l'exécution des contrats (montant maximum de 50 M€)

(\*\*\*) Le groupe, dans le cadre de réponses à appels d'offres, est parfois amené à mettre en place des garanties de soumission. Egalement, de la signature du contrat jusqu'à la fin de son exécution, le groupe s'engage, par l'intermédiaire de banques, à dédommager le client en cas de manquement à ses obligations contractuelles et procède à la mise en place de cautions de bonne exécution.

En fonction des clauses contractuelles, le groupe est amené à percevoir de ses clients des acomptes. Ces acomptes sont enregistrés en dettes au bilan. A la demande du client des garanties de restitution d'acomptes peuvent être mises en place ; leur montant s'établit à 792 K€ au 30 juin 2019 contre aucune à fin décembre 2018.

En application de la norme IFRS 16, le groupe retraite les contrats significatifs de location financement, si applicable, voir note 1.2 En ce qui concerne les indemnités de départ à la retraite, voir note 13 et les indemnités de départ allouées aux dirigeants, voir note 28 aux comptes consolidés du document de référence au 31 décembre 2018.

**Note 21 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Néant.